

Le vice-président de l'ex-Assemblée régionale, M. Muhima Salumu incrimine la Magrivi

JUA : Quelle est votre analyse de la situation sur terrain à Walikale et Masisi ? Et comment entrevoiez-vous l'avenir du Nord-Kivu dans ce contexte de cohabitation difficile ?

MUHIMA : Pour que les choses marchent bien, il faut nécessairement passer par une rencontre pour déterminer comment serait gérée chacune des parties en présence. Ce cadre est une nécessité afin de trouver un compromis. J'estime qu'aucune communauté, quelle qu'elle soit, n'est en mesure de trancher elle-même la question. Si elle le faisait ce serait partiel. Mais pour que la solution soit définitive, il faut qu'on se rencontre, qu'on se parle à différents niveaux. Donc une sorte de concertation régionale.

JUA : La violence était-elle une erreur de stratégie ?

MUHIMA : Oui et non. Oui parce que

quand il y a violence on ne se contrôle pas, on n'est pas toujours en mesure de maîtriser la situation et de savoir quelle sera l'ampleur des dégâts, on ne sait comment arrêter et comment se présentera l'après-coup. Non, parce que, parfois quand on n'est pas compris, la violence s'érige. Mais au-delà de ce mode de dévouement, il faut nécessairement une rencontre.

JUA : Où se situent les différents niveaux de responsabilité ?

MUHIMA : On s'accuse à tort et à raison. Mais en tant que natif de la contrée je connais suffisamment les données. A la base il y a un certain comportement des mutualités, plus particulièrement la MAGRIVI qui est allée sur le terrain donner un message tronqué. D'où réaction et contre-réaction. Avant que cette mutualité ne descende il n'y avait pas de problème, les communautés

vivaient ensemble. En résumé la MAGRIVI a prôné la désobéissance aux chefs et aux autorités politico-administratives installés chez les Hunde et les Nyanga. Plaçant alors une administration parallèle au niveau des postes, des groupements...

JUA : Et l'autorité régionale dans tout cela ?

MUHIMA : Dans une certaine mesure l'autorité régionale a une grande responsabilité pour autant qu'elle est supposée tout suivre. Mais dans le contexte présent, je dirais que l'autorité a été contournée parce que la réalité dans notre pays, surtout dans la contrée de Masisi et Walikale il n'y a pas suffisamment de routes. Lorsqu'il en existe, ce sont des routes en très mauvais état d'où difficulté dans la circulation de l'information indispensable à l'autorité. En outre, généralement les

villages banyarwanda ne sont pas mélangés avec ceux des autres tribus. Vous pouvez avoir les Hunde, Nyanga ou autres Kasaiens, Shi... qui restent dans des mêmes villages. Contrairement aux Rwandais qui restent de leur côté.

JUA : Mais alors après ces troubles, la répartition des terres ne sera-t-elle pas affectée ?

MUHIMA : Non, je ne pense pas. Du moins pour la zone de Walikale qui n'a jamais été une zone d'immigration. Les Rwandais, qui comptait cette zone, n'ont pas été là depuis longtemps. Et comme ils avaient tenté de perturber l'ordre par une administration locale, il sera difficile de les réinstaller. Ceux qui ont été chassés ne peuvent plus accéder aux champs. Il y a même une tendance selon laquelle, à partir du moment où Walikale n'a jamais été une zone d'immigration, nous ne pouvons plus

accepter ces gens. L'expérience vécue a révélé qu'à partir du moment que vous accueillez une poignée, ça commence à faire la loi, leur retour serait catastrophique. Traditionnellement le Munyanga n'a jamais voulu qu'on le corrompe, qu'on le trompe ; il tenait toujours sur sa valeur, sur son aspect, sa considération. Au cas contraire sa réaction a toujours été directe. L'action de terrain nous cache peut-être certains détails importants sur le noeud, le détonateur. Mais le Munyanga parce qu'il est guerrier et ne tolère pas qu'on le déconsidère a spontanément cherché à réagir pour trouver solution à son problème.

JUA : Et à Masisi ?

MUHIMA : Je ne saurais confirmer le cas de Masisi à 100 %. Masisi a connu des chefs qui se sont illustrés par des ventes de terres, des dons ou cessions. Il faut nécessairement qu'on se mette autour d'une même table pour circonscrire cet aspect.

Propos recueillis par Kahindo M. Tsongo

Collectivité de Katoy

Témoignages du pasteur Bienda Bugiri de la CEPZA

"Tout avait commencé à Walikale où les Hutu furent massacrés aux environs de Buhoya. Nous, à Katoyi ne pensions jamais que nous serions concernés par ces tueries, nous les originaires Monigi déplacés en 77 après le désastre volcanique. Mais nous ne cessons de nous concerter avec le chef de collectivité étant donné que le climat était malsain. Ce dernier nous rassurait que ce vent de malheur ne nous toucherait jamais. Bien que nous recevions les rescapés qui pleurant son mari, son épouse ou ses enfants. Nous les hébergions deux ou

trois jours. Et voilà ! La nouvelle nous parvint que la collectivité de Katoyi devenait aussi la cible des vandalismes et des tueries. Malgré l'alerte, le chef de collectivité resta de marbre préférant réaliser d'abord le désastre de visu. Les rescapés affluèrent et le chef envoyant des agents de l'ordre sur les lieux et six personnes furent appréhendées. Il s'en référa au Comzonas résidant à Kibabi qui parvint en mission des bons offices. Les attaquants en grand nombre s'installèrent dans les bâtiments de l'institut Kambule. Le Comzonas, le chef de collectivité,

ANI/Col, Commandant/Collectivité et AND/collectivité firent le voyage.

Avec nos groupements Nyaripe, Lwimbi et Kambule qui est limitrophe de Nyamaboko II. dans ce groupement de Kambule des maisons furent brûlées et une personne y perdit la vie. Le chef nous invita à demander à la population de regagner ses cases. Les membres de la commission revirent avec un message précis des assaillants : les banyamunigi ne seront touchés que s'ils hébergeaient des hutu au risque de se faire tuer le concerné et ses hôtes. Chose

surprenante, 24 heures après, le responsable de l'ANI fit ses valises prétextant par la suite que sa famille ne pouvait rester dans cette famine qui s'installait avec dysfonctionnement des marchés. Mais les échos des désastres de Butshile nous effarouchèrent surtout qu'une nouvelle vague de rescapé se déferla. Plus grave la nouvelle nous parvint que le préposé à l'ANI/Local venait d'être repéré un fusil à la main, tout comme le comptable de collectivité, très actif dans le désastre.

L'idée nous vint que nous étions

bermés par ces agents de l'Etat et que les troubles n'allaient que s'amplifier. D'où l'idée de faire nos bagages, surtout que la collectivité ne faisait rien pour sévir contre ne serait-ce que ces agents fautifs tels Sylvain Mburano recenseur, Kalibukira commis principal et même des chefs de localité. Ainsi avons-nous commencé notre longue marche, ponctuée d'une halte de 2 jours d'escale à Matanda chez les prêtres qui nous acheminèrent par véhicule à la Cathédrale. Le soir nous avons été orientés dans cette cour de l'ITIG où nous ne survivons que grâce aux aides des mamans des quartiers ou d'autres associations".

Propos recueillis par Kahindo M. Tsongo

M. Rachid accuse Magrivi et la DSN d'être à l'origine des massacres

Au cours d'une entrevue avec la presse, M. Roger Rachidy, délégué du Nord-Kivu à la CNS et pressenti conseiller du vice-premier ministre Kasusula, a donné son point de vue sur la malheureuse situation politique et les tristes événements de Masisi et Walikale. Selon M. Roger Rachidy, la Magrivi qui regroupe les Hutu d'expression rwandaise et la DSN, parti politique d'un de ses membres, M. Sekimonyo wa Magango, sont à l'origine de tous les massacres que l'on déplore aujourd'hui dans cette partie du pays.

Donnant de la lumière sur la genèse du conflit ethno-tribal, Rachidy est explicite : "La CNS finie, la Magrivi qui se réclame apolitique s'est emparé du drapeau de la DSN pour signifier que ses

membres, tous de l'ethnie hutu, sont d'office membres de ce parti politique. Au cours d'une réunion, ces derniers décident du partage de la zone de Walikale, vaste de 23.460 km2 (contre 28.000 km2 que couvre la République Rwandaise, rivières, parcs et réserves non habitées y compris).

Un traître a, à ses risques et périls fait l'alerte. Châtié, il fera recours au chef de poste de Ntoto qui mettra aux arrêts tous les conspirateurs. Mais quelques complices sont venus en grande masse armée pour détruire les cachots et libérer leur homme avant de hisser le drapeau de la DSN, au nom de la Magrivi que d'aucuns confondent avec le parti de M. Sekimonyo et même avec le parti CDR de la République

Rwandaise. D'autant plus que le président rwandais Juvénal Habyarimana finance ces histoires-là par le biais de M. Sekimonyo et les Hutu du Zaïre ont toujours contribué à leur manière à la guerre du Rwanda. Voilà le noeud du problème qui, malheureusement n'a pas pu tourner court.

Autant donc dire que la Magrivi et la DSN ont allumé un feu que ni l'un ni l'autre ne peut prétendre éteindre. Car, après avoir libéré leur homme du cachot de Ntoto, les Hutu avaient clamé qu'ils viendraient un lundi récupérer toute la contrée. Les autochtones, toutes tribus confondues, les avaient bel et bien devancés la veille, un samedi à minuit. Ces derniers ont donc, selon M. Rachidy, organisé la défensive et proposent

aujourd'hui comme remède l'évacuation de ces Banyarwanda de Walikale vers des lointaines régions de l'Equateur, du Bas-Zaïre et de Bandundu.

M. Roger Rachidy ne condamne pas la voie de la violence suivie curieusement par les autochtones : "Je suis zaïrois, je ne condamne pas la violence des nôtres, je ne pense pas que cette voie soit mauvaise car dans notre culture il est correctement entendu que vaut mieux mourir que subir la honte". Et d'ajouter : "les Zaïrois sont tués partout dans le monde, en Europe comme en Afrique, notamment au Congo-Brazza, en Angola, au Rwanda et au Burundi. Mais maintenant ces étrangers viennent tuer les Zaïrois sur leur territoire national car l'Etat a démissionné. Ayant constaté

que les autochtones ont décidé de mettre fin à la confusion qui règne chez eux, ces Rwandais ont fait appel à leurs frères qui se battent dans les rangs du FPR/Inkotanyi dans leur pays d'origine. Et cela avec la collaboration de l'Eglise catholique, surtout à Mweso, au monastère de Ntoto où ils ont amené des armes, des lance-roquettes, etc. Pour exterminer la population locale. Celle-ci est décidée à venger ses morts. Nous sommes décidés à mourir sur la terre de nos ancêtres que nous devons libérer, à tout prix".

Des déclarations aussi fortes que dangereuses ne peuvent qu'interpeller tout le peuple zaïrois, l'autorité nationale et régionale au plus haut point. D'autant plus que si le gouverneur de région Kalumbo s'est correctement occupé de l'affaire, comme le dit Rachidy, l'Etat doit appliquer la loi sur la nationalité zaïroise, celle de 1981 qui est des plus claires et qui a l'avantage d'avoir été reconduite par la Conférence nationale.

Réflexion

Le Nord-Kivu est-il politiquement viable ?

Sous la première province ou provincette du Nord-Kivu, 1961- 1965, M. Denis Paluku en étant le gouverneur, Masisi est en 63-64 à feu et à sang : tueries, villages incendiés, troupeaux de vaches massacrés et pillés. Sous la seconde province du Nord-Kivu depuis 1989, M. Kalumbo en étant le gouverneur en 1993, Masisi est en mars- avril-mai à feu et à sang : 2.000 personnes massacrées à bout portant, par mutilations, chasse par chiens, noyades, pillages aux mortiers de bébés, ouverture de ventres enceints, viols de lycéennes..., 60.000 personnes en fuite blessées, traumatisées physiquement, psychologiquement, en particulier les enfants de

toutes les ethnies : villages incendiés, troupeaux de vaches massacrés et pillés.

Les deux gouvernements, les seuls qui aient existé dans le Nord-Kivu dirigés par les natifs, ont fait cette sale besogne par la Cie GD de Goma, en invitant, ce faisant, sur le dos de la population et pour l'opinion publique, une imaginaire rébellion. Auparavant, le gouverneur Kalumbo se plaisait à transformer certaines mutualités tribales en terroristes villageois. Ils se sont également servi de certains chefs coutumiers, de certains chefs de sectes et des jeunes hélas ! Tous corrompus et armés par le pouvoir. En partie avec les amendes et taxes exorbitantes et extra-légales payées par

cette population même qui allait en devenir la victime. L'on rançonne et l'on tue. A Ntoto dans la zone de Walikale à la frontière de la zone de Masisi, l'on a visé les grands rassemblements locaux : le marché du samedi 19 mars et les offices dominicaux catholiques et protestants le 20 mars. Un millier des morts.

En réalité, au Nord-Kivu, la province tue pour des raisons politiques aux approches des élections. L'on tue ceux présumés de pouvoir voter pour des éventuels concurrents des chefs régnants. La question juridique de nationalité n'est qu'un prétexte et un faux prétexte. Car les textes juridiques

existent et les deux gouvernements savaient lire avant leur accession au pouvoir non élu. Sait-on que c'est les dictatures nationales ?

Selon les lois sages et concordantes, les Banyarwanda établis au Congo à la date du 30 juin 1960 sont des citoyens zaïrois à part entière et d'origine originée à cette date même. Ils ont, avec les autres Congolais, "sujets belges", "indigènes du Congo Belge", accouché de l'Indépendance et de la Nationalité congolaises. Et si, au-delà du droit, il faille faire l'histoire des ethnies, l'ethnie Munyanwanda existe au Zaïre depuis le 16ème siècle.

Pour le droit, rappez-vous

successivement aux textes qui s'améliorent progressivement : la résolution n° 2 de la table ronde de 1960 ; la constitution du 1er août 1964 (art. 6) ; l'ordonnance-loi n° 71-020 du 26 mai 1971 (art. 15). Et la CNS de souligner : "Notre peuple doit désormais apprendre à ne plus violer ses propres lois dans des matières aussi délicates ni chercher à mettre en cause inutilement les droits acquis par des citoyens. La paix sociale, le progrès et le développement sont à ce prix".

Alors, le Nord-Kivu, terre belle, riche en hommes et en produits vivriers, peut-il être une province politiquement viable ? Si oui, à quelles conditions concrètes ? Je propose que désormais, les élus jurent sur la Constitution : "Je ne tuerai jamais ni directement ni indirectement".

Frédéric Rwamuhina, Prêtre de Goma